



# VOIR L'AFRIQUE AVEC LES YEUX DU FUTUR

Pour l'avenir de l'Afrique, pour l'honneur de la France

22 Janvier 2019 - n°12

## L'EGYPTE SE DOTE D'UNE « RIVIÈRE VERTE » ET D'UNE NOUVELLE CAPITALE

C'est devant plusieurs centaines d'ingénieurs, d'ouvriers et des représentants du gouvernement égyptien que la conférence officielle de lancement des travaux de la nouvelle « Rivière verte » s'est tenue le 16 janvier en Egypte. Ce cours d'eau artificiel traversera la nouvelle capitale administrative du pays actuellement en construction. Alors que l'objectif de terminer le nouveau canal de Suez en un an en 2015 avait été rempli avec succès, cette fois le délai a été fixé à 18 mois. Sept entreprises sont déjà impliquées. L'eau sera recyclée puis réutilisée et un jardin botanique sera installé sur les berges, en vue d'attirer des millions de visiteurs par an.

Quant à la nouvelle capitale administrative qui s'annonce magnifique au vu des vidéos qui circulent, les travaux ont été entamés en 2016. Située à environ 60 km à l'est du Caire, elle représente l'un des plus grands projets d'infrastructure du pays et se veut un modèle en matière de ville nouvelle, tant par son organisation que par son apparence. La première phase a mobilisé environ l'équivalent de 3,3 milliards d'euros, pour un coût total estimé à au moins 40 milliards. Avec 25 000 logements, 700 immeubles, 950 villas et des centaines de kilomètres d'autoroutes déjà construits, on estime à environ 200 000 le nombre de personnes déjà installées, parmi lesquels ouvriers, fonctionnaires et militaires. A terme 1 750 000 emplois

permanents devraient être créés, avec, notamment, plus de 600 infrastructures de santé et 700 écoles maternelles et garderies.

En plus du progrès économique et social, c'est le dialogue culturel que le président Abdel Fattal al-Sissi tente d'incarner depuis le début de son mandat – et ce malgré les nombreuses attaques politiques des ONG à son encontre. Après avoir entamé un dialogue avec les Coptes et les Ethiopiens dès 2015, c'est un message de tolérance fort qu'il a adressé au monde le 6 janvier 2019 – soit la veille du Noël orthodoxe – en inaugurant deux édifices religieux construits tout près l'un de l'autre : la plus grande église du Moyen-Orient (cathédrale de la Nativité du Christ) d'une part, et la plus grande mosquée d'Egypte (Farrah Al-Alim) d'autre part.

## LE PREMIER MINISTRE ITALIEN VISITE LA FRANÇAFARIQUE

Les 15 et 16 janvier, le Premier ministre italien Giuseppe Conte a effectué une visite de deux jours au Niger et au Tchad, deux pays membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad. L'objectif ? Discuter des mesures contre le terrorisme, les migrations et leurs causes. Chaque fois Conte a évoqué les perspectives en matière de développement. A l'occasion de sa conférence de presse avec le président tchadien Idriss Déby à Ndjamena, il a même parlé du projet Transaqua de revitalisation du lac Tchad, pour lequel le gouvernement italien a signé

fin 2018 un protocole pour investir 1 million et demi d'euros. Tant au Niger qu'au Tchad, Conte a déclaré que l'Italie serait l'ambassadrice de la région du Sahel auprès de l'UE, afin de promouvoir le financement pour le développement. Il a même estimé nécessaire d'augmenter les moyens du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. Lors de la conférence de presse avec le président nigérien à Niamey, Mahamadou Issoufou a remercié l'Italie pour son soutien dans le G5 Sahel et dans la lutte contre le terrorisme. Toutefois il a insisté sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une force multinationale mais que « *la solution* » est bien de « *développer l'Afrique, d'industrialiser l'Afrique* ».

---

## ZIMBABWE : RENCONTRE MNANGAGWA/POUTINE

Le 15 janvier, le président du Zimbabwe Emmerson Mnangagwa a rencontré le président russe Vladimir Poutine, lors d'une visite officielle de trois jours à Moscou. Au cœur de l'agenda des négociations : la coopération économique, comme en témoigne la délégation de Mnangagwa, composée de membres du ministère des Mines, de l'Agriculture, de l'Eau, de l'Écologie et de l'Aménagement du territoire, mais aussi du gouverneur de la Banque centrale du Zimbabwe et enfin de nombreux représentants du commerce et de l'industrie.

« *Il y a une très longue histoire de coopération entre le Zimbabwe et votre grand pays* », a dit Mnangagwa. Il a rappelé que la Russie avait soutenu le Zimbabwe durant sa lutte pour l'indépendance et contribué à la formation du personnel militaire du pays. Qualifiant le Zimbabwe de « *pays du tiers-monde en développement* », il a interpellé ainsi le géant russe : « *Toi, en tant que grand frère, tu peux nous tenir la main alors que j'essaie de développer le Zimbabwe* ». Poutine a pour sa part déclaré : « *Le Zimbabwe a souffert des sanctions imposées par l'Occident depuis près de 20 ans* », insistant sur le fait que la Russie s'était tenue à ses côtés « *pendant les jours d'isolement* ».

Parmi les projets économiques évoqués, le minerai garde une large part, peut-être encore trop au regard des besoins immédiats en équipements vitaux. Alors qu'en 2016, l'ancien président Robert Mugabe avait décidé de nationaliser l'industrie diamantaire, sommant les entreprises étrangères de quitter le pays, Mnangagwa a au contraire invité la Russie à contribuer à une politique plus ambitieuse dans ce secteur. Il a visité le siège social de l'entreprise russe Alrosa Diamond Mining, qui doit investir dans le diamant au Zimbabwe.

Un autre accord d'envergure qui a été signé concerne le projet Darwendale, d'extraction et de valorisation du platine. Ce projet de 3 milliards de dollars, qui fut lancé en 2014 par l'ancien gouvernement, devra devenir productif dès l'an prochain. 500 millions de dollars d'investissements sont nécessaires pour construire des infrastructures telles que la mise en service d'une fonderie, qui permettra de produire 16 tonnes de minerai.

Enfin les deux pays ont signé un accord de protection et de promotion des investissements bilatéraux dans le cadre de la commission mixte Zimbabwe-Russie. Un mémorandum de compréhension a par ailleurs été passé entre l'entreprise russo-zimbabwéenne Great Dyke Investments (GDI) et la Banque africaine d'import-export Afreximbank et pour le financement d'autres projets par cette dernière, à hauteur de 192 millions de dollars.

Cette visite de Mnangagwa s'inscrit dans le cadre d'une tournée dans cinq pays, notamment à Davos (Suisse) pour le Forum économique mondial, puis au Kazakhstan, en Biélorussie et en Azerbaïdjan. Surtout elle a lieu dans un contexte socio-économique particulièrement fragile pour le Zimbabwe, où des protestations ont lieu depuis le 14 janvier, avec un appel à une grève nationale contre l'augmentation fulgurante du prix de l'essence. Dans la capitale, Harare, des magasins ont été pillés et des voitures de police brûlées, selon France 24. Les violences auraient entraîné la mort d'au moins 24 personnes.

---

## L'INDUSTRIALISATION DE LA ZAMBIE

Comme nous l'avions déjà vu concernant le Kenya et son programme sur les manufactures (voir lettre numéro 2), l'avenir de l'Afrique doit passer par le développement des industries locales et la transformation des matières premières sur place. Nous publions ici une adaptation française d'un article paru sur le site *Construction Review Online*.

La Zambie s'apprête à construire sa plus grande fonderie de manganèse. Prévue pour détenir une capacité de traitement de 40 00 tonnes, elle produira de l'alliage d'acier en vue de fabriquer des produits tels que tôles de fer ou autres produits pour les machines-outils. Le projet, dont le coût est évalué à 15 millions de dollars, sera piloté par la société chinoise Hu-Cheng Mining LTD. Situé dans le district de Kapiri Mposhi au centre du pays, le chantier devra être achevé en juillet 2019.

« *Nous avons une usine similaire en Chine où nous transformons du manganèse brut en alliage d'acier semi-fini* », a fait remarquer le PDG de Hu-Cheng Mining LTD Yan Li, avant de préciser que l'usine chinoise servirait de modèle.

Le but du projet est de renforcer l'autonomie des mineurs locaux. Il permettra de créer plus de 200 emplois et 400 postes permanents. Surtout, des programmes de formation seront dispensés à la population du district. Plus globalement « *la construction de l'usine de manganèse et d'autres investissements dans le district aideront la collectivité locale à accroître ses recettes* » a déclaré Yan Li. Ce dernier a également fait savoir que la société permettrait aux mineurs des districts de Kapiri Mposhi, de Mkushi et de Serenje de disposer d'équipements miniers, de machines telles que des excavatrices et de nouvelles compétences pour améliorer leurs capacités d'extraction, afin d'assurer l'approvisionnement de l'usine. Toutefois, le plus grand défi est de répondre aux forts besoins en électricité du site pendant le processus de construction.

---

## ELECTIONS EN RDC : 56 ANS APRÈS L'ASSASSINAT DE LUMUMBA, NE BAISSONS PAS LES BRAS

« *Ensemble, mes frères, mes sœurs, nous allons commencer une nouvelle lutte, une lutte sublime qui va mener notre pays à la paix, à la prospérité et à la grandeur (...) Nous allons montrer au monde ce que peut faire l'homme noir quand il travaille dans la liberté, et nous allons faire du Congo le centre de rayonnement de l'Afrique tout entière (...) L'indépendance du Congo marque un pas décisif vers la libération de tout le continent africain (...) Vive le Congo indépendant et souverain !* »

Patrice Lumumba

Comme on le sait, après avoir soulevé les espoirs, les récentes élections en RDC ont rencontré déceptions et rebondissements. Du côté français, si le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian ne s'est pas gardé de donner son avis sur des résultats constatés mais contestés, nous aurions préféré qu'en matière d'ingérence il se borne à des suggestions et des engagements en matière de développement économique et industriel et de coopération « gagnant-gagnant ». Comblons ce vide politique en publiant ici quelques extraits du dossier de l'Institut Schiller, qui œuvre depuis 30 ans pour la paix par le développement mutuel.

Comme le voulait Patrice Lumumba et, avec lui, tout le peuple congolais – et comme le chantait Franklin Boukaka, dans sa chanson *Pont sur le Congo* – il faut rebâtir le pays. Détruite par des décennies de pillage à la sauce géopolitique, dont les violences à grande échelle contre les populations dans la province du Nord-Kivu ne sont que le macabre visage, la RDC doit renaître par une politique de développement humain ambitieuse. A l'image du continent, les potentiels de développement de la région d'Afrique centrale sont immenses, tant dans l'aménagement du bassin du Congo que dans la transformation des matières premières sur place en biens alimentaires et manufacturés de qualité. Deux éléments d'une politique d'ensemble sont ici évoqués :

- un réseau de ponts enjambant le fleuve Congo et ses affluents ;
- une boucle ferroviaire et routière intérieure.

Le projet d'un pont entre Kinshasa et Brazzaville doit être le symbole de cette renaissance. Ce pont, entre les capitales de la RDC et la République du Congo-Brazzaville, permettra le transport rapide de passagers et de marchandises, devenant ainsi le point de départ d'un développement durable du bassin du Congo. Projet pionnier, il doit incarner aussi bien le symbole d'un pont vers le futur, que celui de nouvelles relations entre les différents pays d'Afrique. D'une longueur d'environ 4 km, il permettra le passage de dizaines de milliers de passagers par jour. Avec deux lignes de chemin de fer pour les marchandises et les passagers, et une autoroute à deux fois deux voies reliant les deux capitales, l'édifice sera le point de départ d'une politique d'ensemble de construction, de reconstruction, d'agrandissement ou de modernisation de ponts tout au long du huitième plus long fleuve du monde qu'est le Congo (4 700 km)

(...)

L'équipement immédiat du territoire en transports ferroviaires modernes complètera le dispositif de désenclavement de la RDC, tant vis-à-vis de ses voisins qu'entre les provinces de son territoire. Le projet prioritaire est la création d'une boucle intérieure au pays partant de Kinshasa. Le trajet, qui sera d'une longueur totale d'approximativement 5 000 km, constitue une véritable plateforme de décollage pour l'économie du pays. Cette boucle intérieure a été pensée en lien avec les corridors panafricains et intercontinentaux

(...)

Trois axes permettent de se figurer un tableau d'ensemble :

1- Matadi – Lubumbashi : Le corridor de développement Matadi–Lubumbashi aura une distance totale de 2 500 km et permettra de traverser l'ensemble du pays par le Sud (...) Avec la remise à niveau du réseau existant, les 600 km qui manquent aujourd'hui entre Kinshasa et Ilebo sont donc une priorité absolue, et seront construits le long de la rivière Kasai.

2- Matadi – Bangui : La liaison Kinshasa–Bangui (Centrafrique) passant par Bandundu – Mbandaka – Zongo – Bangui permettra le désenclavement de l'Afrique centrale, en reliant la RDC à la Centrafrique puis allant vers N'Djamena au Tchad (...) Ce corridor sera d'environ 2 000 km et permettra de réaliser un peu moins d'un quart du projet de transport pharaonique panafricain qui relie le Nord au Sud, de Tripoli au Cap.

3- Matadi – Bukavu : Ce corridor, d'environ 1 300 km, aura un rôle politique de première importance face aux génocides, massacres et viols qui ont lieu sans nombre encore aujourd'hui dans l'est de la RDC.

C'est par la mise en place de ces infrastructures économiques de base que pourra enfin s'élever au cœur de l'Afrique une nouvelle espérance pour les générations à naître.



Voir l'Afrique avec les yeux du futur  
est une lettre d'information sur l'Afrique publiée tous les mardis.  
Directeur de publication : Sébastien Périmony  
Adresse : 1 rue de Lyon, 93800 Epinay sur Seine  
Téléphone : 06 14 17 48 74 ; courriel : [contact@afriquedufutur.com](mailto:contact@afriquedufutur.com)  
[www.afriquedufutur.com](http://www.afriquedufutur.com)

Abonnement mensuel : 10 euros par mois (classique) ; 20 euros par mois (soutien)  
Abonnement annuel : 100 euros par an (classique) ; 200 euros par an (soutien)  
Abonnement par virement ou par chèque à l'ordre de Sébastien Périmony  
IBAN : FR50 2004 1000 0169 6021 1C02 096 - BIC : PSSTFRPPPAR